

DEPARTEMENT
VAL D'OISE
CANTON
GOUSSAINVILLE
COMMUNE
MARLY LA VILLE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté – Egalité – fraternité

ARRETE DU MAIRE

N° 224/2025

OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

**Autorisation Temporaire, ouverture d'une restauration (produits salés et sucrés) avec débit de boissons,
Fête des Jeux – dimanche 21 septembre 2025
Rue Marcel Petit – Marly-la-Ville**

Le Maire de Marly la Ville,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L2212.1 et suivants, L2213-6 et suivants ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment son article L113-3 à L113-7 ;

Vu le Code des débits de boissons et les mesures de lutte contre l'alcoolisme et notamment son article 1^{er}

Vu le Code du commerce et notamment les articles L.310-2, R.310-8, R.310-9 et R.310-19 ;

Considérant la demande formulée par Madame ANNUNZIATA PISSAMAI, gérante de AMADEUS.L, commerçante ambulante, d'installer une restauration avec un débit de boissons temporaires lors de la manifestation de la Fête des Jeux du dimanche 21 septembre 2025, rue Marcel Petit à MARLY-LA-VILLE.

ARRETE

Article 1 : Madame ANNUNZIATA PISSAMAI, gérante de AMADEUS.L, commerçante ambulante est autorisée à occuper le domaine public situé sur l'aire de retournement Rue Marcel Petit à Marly-la-Ville, afin de procéder à la vente directe de produits salés et sucrés, et de boissons alcoolisées, lors de la Fête des Jeux, qui aura lieu le **dimanche 21 Septembre 2025 de 11h00 à 18h00**.

Article 2 : Les boissons mises en vente sont limitées à celles comprises dans les groupes 1 et 3 définis par l'article 1er du Code des débits de boissons.

Interdiction de vente aux mineurs.

Article 3 : Le demandeur s'engage à restituer les lieux occupés dans un parfait état de propreté. En cas de détériorations ou de dégradations constatées, la commune fera procéder aux travaux de remise en état aux frais du demandeur.

Article 4 : Dans un délai de deux mois, le tribunal administratif compétent peut être saisi à compter de sa date publication. Le tribunal administratif peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » (Informations et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.télérecours.fr>) ».

Il peut aussi faire l'objet d'un recours gracieux intenté devant son auteur.

Article 5 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Madame la Directrice Générale des Services,
- Madame la Responsable de la Police Municipale de Marly-la-Ville,
- Monsieur le Responsable de la Police Intercommunale de la CARPF,
- Monsieur le Commandant la Brigade de Gendarmerie de Survilliers,
- Monsieur le Commandant du Centre de Secours de Survilliers,
- Madame ANNUNZIATA PISSAMAI, gérante de AMADEUS.L,

Chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans la commune.

A Marly la Ville, le 22 août 2025,
Le Maire, André SPECQ.



Le Maire Adjoint,
Daniel MELLA